



Schoenenweid André, Dafflon Hubert

Pandémie de Coronavirus : soutiens économiques aux entreprises, état de la situation

Cosignataires : 0

Date de dépôt : 12.01.21

DEE/DFIN

Dépôt

La pandémie de coronavirus a des conséquences dramatiques sur l'activité de plusieurs secteurs économiques. Les décisions des autorités fédérales et cantonales de fermer à plusieurs reprises et sur de longues périodes certains établissements et certaines entreprises, les privent de leurs revenus financiers essentiels. Nous pensons tout particulièrement à la restauration, à l'hôtellerie, aux acteurs culturels et de l'événementiel, aux agences de voyage et aux autocaristes. Le Conseil d'Etat, avec l'approbation du Grand Conseil, a mis en place des instruments financiers pour soutenir ces secteurs économiques. La poursuite des fermetures annoncées au début de l'année 2021 aggrave encore plus la situation déjà précaire des établissements et des entreprises en question. Leur survie est d'actualité. Il est important de connaître la réalité des mesures financières prises à ce jour et leur impact sur ces secteurs économiques sinistrés.

Nous posons les questions suivantes au Conseil d'Etat :

1. L'économie fribourgeoise est très durement impactée par la crise du coronavirus. Récemment le Conseil d'Etat a mis sur pied de nouvelles mesures pour les établissements contraints à la fermeture. L'impact de ces dernières aides est-il déjà mesurable ? Est-ce que d'autres mesures financières sont envisagées ?
2. Quelle est la stratégie financière et administrative du Conseil d'Etat dans sa lutte contre les effets de la crise, en particulier pour soutenir les établissements contraints à la fermeture ?
3. Près de 9 mois après le lancement des premières mesures se pose la question de leur efficacité. Quels ont été les montants versés ? Combien d'entreprises ont-elles pu être aidées ?
4. Les nouvelles indications du chômage sont alarmantes, le Conseil d'Etat a-t-il pu préserver les emplois et éviter les faillites et quels autres instruments seraient utiles pour améliorer l'efficacité et la rapidité des aides ?
5. La charge et les contraintes administratives sont un frein pour les PME à l'accès facilité à ces mesures d'aide ; le Conseil d'Etat a-t-il pris de nouvelles mesures pour simplifier grandement les procédures d'accès à ces aides financières ?
6. Le Conseil d'Etat pense-t-il faire un bilan intermédiaire ce printemps et informer régulièrement le Grand Conseil quant à l'ensemble des aides et des mesures prises et leur impact sur les secteurs sinistrés ?

—